



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 23 septembre 2024

Régional

Liste noire des projets de la Banque africaine de développement

Le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption de la Banque africaine de développement (BAD) est chargé de prévenir, dissuader et enquêter sur les allégations de corruption, de fraude et d'autres pratiques passibles de sanctions dans les opérations financées par la Banque. Dans ses enquêtes récentes, la région de l'Afrique de l'Est représente 33 % des projets sanctionnés, suivie de l'Afrique de l'Ouest (27 %), de l'Afrique australe (11 %), de l'Afrique centrale (10 %) et de l'Afrique du Nord (5 %). Le score élevé de la région de l'Afrique de l'Est s'explique par le grand nombre de cas de manquement à l'éthique au Kenya et en Ouganda, ces deux pays représentant 11 % du total des projets sanctionnés. Les projets au Kenya impliquent 14 entreprises et 4 individus dans les secteurs de l'énergie, des routes et de l'eau. Ces secteurs sont les plus intensifs en capital, d'où les moyens peu éthiques utilisés par les entreprises et les particuliers pour décrocher des contrats lucratifs. Les entreprises impliquées dans des malversations sont sanctionnées par une radiation, ce qui les rend inéligibles à soumissionner directement ou indirectement pour tout projet financé par la BAD.

Comores

Attribution de licences d'importation de riz à deux opérateurs

La Commission d'examen des demandes au niveau ministère comorien de l'Economie et des Finances a attribué, le 18 septembre dernier, des licences d'importation de riz à deux opérateurs, les magasins Nardassi et Douka Be. Cette décision a été prise pour remédier aux pénuries récurrentes rencontrées par l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (ONICOR), auparavant unique importateur de riz du pays. Elle concrétise un arrêté du 31 août permettant à tout opérateur répondant à des critères fixés par le Code de Commerce de s'approvisionner en riz, conformément à l'annonce du Président Assoumani en 2023 portant sur la

libéralisation du marché. Six licences supplémentaires seront prochainement attribuées, afin de permettre l'importation de 50 000 tonnes de riz par an.

Djibouti

La Banque mondiale approuve un financement additionnel de 90 MUSD pour le projet de corridor économique régional de Djibouti vers l'Éthiopie

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a validé un financement additionnel de 90 MUSD destiné à améliorer la connectivité entre Djibouti et l'Éthiopie. Ce projet, qui complète un précédent financement de 70 MUSD approuvé en décembre 2021, vise à réhabiliter trois tronçons du corridor routier sud reliant Djibouti à Addis-Abeba ainsi qu'à la digitalisation des services et procédures douanières. Le projet de corridor économique a pour objectif de renforcer l'intégration régionale en facilitant le transit des marchandises vers l'Éthiopie tout en offrant une assistance technique aux autorités djiboutiennes. Djibouti, grâce à son emplacement stratégique sur la mer Rouge, joue un rôle clé dans le commerce régional, avec, selon la Banque mondiale, près de 95 % des importations et 80 % des exportations éthiopiennes transitant par le corridor routier.

Éthiopie

Ethiotelecom dévoile un ambitieux plan d'investissement de 1 Md USD pour l'expansion de ses services

La PDG d'*Ethiotelecom* a annoncé un plan de développement des activités de son groupe de télécommunications, détenu intégralement par l'État. *Ethiotelecom* prévoit notamment l'extension du réseau de fibre optique (400 km supplémentaires) afin d'étendre la couverture 4G dans près de 500 nouvelles localités, et d'introduire la 5G dans 15 villes secondaires. Outre les investissements en infrastructures, *Ethiotelecom* souhaite proposer près de 260 nouveaux services pour ses abonnés (jeux vidéo, streaming musical). L'accent est également mis sur le développement de son service de *mobile-money* (*Telebirr*), notamment en zone rurale. Le groupe vise une augmentation de 6 % du nombre d'abonnés et une hausse des revenus de près de 75 % en 2024/2025, pour atteindre 164 milliards ETB (1,4 milliard USD). Les sources de financement pour ces investissements estimés à près de 1 Md USD n'ont pas encore été précisées. Auparavant dominé par l'unique opérateur public, le secteur des télécoms a été ouvert récemment en Éthiopie avec l'octroi d'une licence au Kenyan *Safaricom* en 2021.

Lancement d'un service de transport ferroviaire de bétail de l'Éthiopie à Djibouti

Le Directeur général de la société *Ethio-Djibouti Railway* (EDR) a annoncé le lancement d'un service de transport ferroviaire dédié au transport de bétail vers Djibouti, destiné à l'exportation. Ce nouveau service, qui utilise des wagons ouverts précédemment réservés aux importations, a pour objectif à renforcer les capacités d'exportation de l'Éthiopie en facilitant l'acheminement de produits carnés de meilleure qualité vers les marchés internationaux. Avec le plus grand cheptel d'Afrique, comprenant environ 70,3 millions de bovins, 95,4 millions d'ovins et caprins, et 8,1 millions de chameaux, l'Éthiopie est un acteur majeur du secteur. En

2022/2023, les exportations de bétail ont atteint 180,4 millions USD, représentant 5 % du total des exportations éthiopiennes.

Le secteur avicole sous tension face à de nouvelles réformes dans le secteur

Le gouvernement éthiopien a mis en place une nouvelle politique contraignant les producteurs avicoles à desservir le marché domestique en priorité, plutôt que l'export. Cette décision est perçue comme une contrainte supplémentaire pour les entreprises du secteur qui peinent à écouler leur production sur le marché domestique. Les fermes avicoles, principalement situées autour de Bishoftu, Adama et Addis-Abeba, font face à des difficultés de distribution en raison de problèmes de sécurité. A cela s'ajoutent l'introduction récente de la TVA sur l'alimentation animale et l'augmentation du coût local des intrants et premix (importés) suite à la libéralisation du change imposée en juillet par la Banque centrale. Dans un contexte concurrentiel, certains producteurs ont déjà augmenté leurs prix, le poulet coûtant désormais le double du bœuf. Le gouvernement éthiopien, via son programme national *Yelemat Tirufat* lancé en novembre 2022, vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à améliorer la nutrition. Ce programme met l'accent sur plusieurs secteurs : l'élevage, l'aviculture, l'aquaculture, la production laitière et l'apiculture.

Kenya

Fitch revoit à la hausse le déficit budgétaire du Kenya pour 2024/2025 suite à l'abandon du projet de loi de finances

Selon *Fitch*, l'abandon du projet de loi de finances 2024 entraînera un déficit budgétaire de 4,7 % du PIB pour l'exercice 2024/2025, en hausse par rapport à la prévision initiale de 3,9 %, mais en baisse par rapport à 5,9 % en 2023/2024. Cette révision s'explique par des recettes fiscales inférieures aux attentes, avec une croissance limitée à +9,4 % bien en deçà des 18,4 % initialement anticipés, qui devaient être portées par une série de hausses d'impôts. Le gouvernement n'a pas été en mesure de mettre en œuvre de nouvelles mesures fiscales significatives, en raison du retrait de la Loi de finances 2024/2025 sur fond de risques de tensions sociales. Par conséquent, la dette publique devrait rester à des niveaux élevés, atteignant 73,1 % du PIB en 2024, contre 68,8 % en 2023, sous l'effet des déficits persistants et du recours à un financement domestique onéreux. Les dépenses courantes devraient augmenter de 5,8 % et représenter 18,7 % du PIB pour l'exercice 2024/2025, en légère baisse par rapport aux 19,7 % de l'exercice précédent, mais en ligne avec la moyenne observée sur les dix dernières années.

91 % des offres de permis d'exploitation minière refusées pour cause de spéculation

Le Kenya a rejeté plus de 90 % des demandes de licences et de permis de prospection minière depuis la réouverture du processus il y a un an, invoquant l'augmentation des offres spéculatives. Sur 1 161 demandes évaluées, seules 95 ont été acceptées, principalement en raison de documents insuffisants concernant l'enregistrement, la propriété et la conformité environnementale. 364 demandes ont été révoquées pour non présentation des documents requis. Actuellement, 46 demandes sont en cours d'examen. La levée partielle du moratoire de 2019 a permis aux investisseurs de reprendre l'exploration de minéraux industriels (calcaire, gypse et diatomite), tandis que les permis d'exploration de minéraux stratégiques tels que l'uranium et le cobalt pourront être approuvés au cas par cas, conformément à la réglementation sur l'exploitation minière de 2017. Les membres de la *Kenya Chamber of Mines* ont exprimé leur inquiétude face à la lenteur du processus

d'octroi de licences, qui nuit aux investissements. La loi sur les mines de 2016 impose pourtant, théoriquement, un délai de 90 jours pour l'approbation des licences et de 60 jours pour les permis.

La loi sur la privatisation de 2023 déclarée inconstitutionnelle

Le 24 septembre, la Haute Cour du Kenya a déclaré la loi sur la privatisation de 2023 inconstitutionnelle, invoquant un manque de participation publique et une violation du rôle de contrôle de l'Assemblée nationale. La loi sur la privatisation de 2023, qui abroge celle de 2005, confère au ministre des Finances des pouvoirs en matière de vente d'entités gouvernementales sans l'approbation du parlement. L'administration de *Kenya Kwanza* comptait sur la privatisation de 11 organismes parapublics pour générer plus de 208 millions EUR par an, tout en se débarrassant d'entités drainant des ressources. Le parti *Orange Democratic Movement* (ODM), le *Communist Party of Kenya* et le *Katiba Institute* se sont opposés à cette vente, arguant que ces 11 institutions revêtaient une importance stratégique pour la souveraineté du Kenya. Outre le *Kenya International Conference Centre*, les autres sociétés d'État dont la privatisation étaient envisagées sont *New Kenya Cooperative Creameries* (KCC), *National Oil Corporation of Kenya* (NOCK), *Mwea Rice Mills Ltd* (MRM), *Western Kenya Rice Mills Ltd* (WKRM), *Numerical Machining Complex Limited* (NMC), *Kenya Vehicle Manufacturers Limited* (KVM) et *Rivatex East Africa Limited* (REAL), qui appartient à l'université Moi.

Le Kenya serait sur le point d'obtenir un financement du gouvernement des Émirats arabes unis

Le Kenya serait sur le point de conclure un accord avec le gouvernement des Émirats arabes unis pour un prêt de 1,5 Md USD à taux d'intérêt de 8,2 %. Le gouvernement kényan s'efforce de trouver de nouvelles sources de financement depuis que les manifestations ont contraint le Président William Ruto à abandonner le projet de loi de finances 2024, qui prévoyait des hausses d'impôts d'une valeur de plus de 2,7 Md USD en juin. En outre, un retard dans le financement du FMI, consécutif au retrait de la loi de finances, a aggravé la situation.

Madagascar

Appui budgétaire de la Banque africaine de développement de 67,3 MUSD

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le 20 septembre un appui budgétaire sous la forme d'un prêt de 50 M UC (67,3 MUSD) au bénéfice de Madagascar, au titre de la première phase de son Programme d'appui à la gestion financière et à la résilience économique (PAGFRE) pour la période 2024-2025. Cet appui budgétaire contribuera à la mise en œuvre de la Politique générale de l'État (PGE) 2024-2028 et de la Nouvelle politique énergétique (NPE, 2015-2030), et notamment à l'amélioration la gouvernance du secteur énergie. Il appuiera par ailleurs le déploiement du Système d'administration fiscale intégré du registre national des bénéficiaires effectifs des personnes morales et constructions juridiques (SAFI), la mise en œuvre du Plan d'actions de la compagnie publique d'eau et électricité (*Jirama*), et l'amélioration du cadre réglementaire en matière de projets en partenariat public-privé (PPP).

Maurice

Première baisse du taux directeur de 4,5 % à 4 % depuis décembre 2022

Le Comité de politique monétaire de la Banque de Maurice (BoM) a décidé d'abaisser son taux directeur, inchangé depuis décembre 2022, de 4,5 % à 4 % à l'issue de sa réunion le 20 septembre. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une croissance robuste, avec des prévisions de 6,4 % en 2024 et une légère accélération à 6,5 % en 2025, soutenues par les secteurs du tourisme, de la construction et des services financiers. L'inflation, quant à elle, a chuté à 4 % en août 2024, après avoir atteint 11,3 % en février 2023 et devrait se maintenir à ce niveau d'ici la fin de l'année, en ligne avec la cible de la banque centrale, située entre 2 % et 5 %.

Ouganda

Mise en service des 600 MW de Karuma, la plus grande centrale hydroélectrique souterraine d'Afrique

Le 26 septembre, le Président Museveni a assisté à la mise en service de la centrale souterraine de Karuma, d'une puissance de 600 MW installée sur le Nil à 75 km de la ville de Gulu. La centrale de Karuma, la plus grande centrale hydroélectrique souterraine d'Afrique, est désormais connectée au réseau par trois lignes à haute tension, faisant passer la capacité totale de l'Ouganda à 2 046 MW, dont 95 % proviennent de sources d'énergie verte. La construction de ce projet de 1,6 Md USD, a démarré en 2013 sur la base d'études conduites préalablement par l'Indien *Energy Infratech PVT*. En 2013, à l'occasion du sommet des BRICS en Afrique du Sud, le Président Museveni avait obtenu un financement d'*Exim bank of China* pour un montant de 1,4 Md USD et s'était engagé à financer sur fonds propres les 250 MUSD restants. Les travaux exécutés par le chinois *Sinohydro* et supervisés par le suisse *AF Consult* auront finalement duré 120 mois (au lieu de 60) en raison de nombreuses irrégularités contractuelles et techniques.

Rwanda

Des entreprises portugaises et grecques parmi les lauréates d'un contrat qatarien pour la construction de l'aéroport de Bugesera

La *Bugesera Airport Company (BAC)*, détenue par *Qatar Airways* et le gouvernement rwandais, a officiellement attribué le contrat pour la construction de l'aéroport. Après presque deux ans de négociations, la BAC a décidé d'attribuer le contrat de construction à un consortium de trois entreprises : la société portugaise *Mota-Engil*, le groupe qatarien *UCC* et la société grecque *Consolidated Contractors Co. (CCC)*. Le budget total pour l'aéroport s'élève à 1,61 Md USD. Les entreprises devraient entamer la construction des bâtiments dans les prochaines semaines. Les travaux de terrassement pour les pistes, la délimitation des frontières et l'installation de grilles de protection ont déjà été effectués par *Mota-Engil*. Avec le nombre de destinations touristiques en Afrique en constante augmentation, le Rwanda espère accroître le nombre de voyageurs visitant le pays, notamment en provenance de la région du Golfe, en utilisant Bugesera comme point de transit.

Le Rwanda et Singapour lancent le premier manuel de l'Intelligence Artificielle au sommet de l'avenir de l'ONU

Le dimanche 22 septembre, le Rwanda et Singapour ont lancé conjointement l'*AI Playbook for Small States* lors du Sommet de l'avenir des Nations Unies (ONU) (SOTF) à New York. Ce manuel présente les meilleures pratiques des membres du Forum numérique des petits États (Digital FOSS) en matière de mise en œuvre de stratégies et de politiques d'intelligence artificielle (IA) dans leur pays. Le guide de l'IA a été élaboré par le ministère rwandais des TIC et de l'Innovation et par l'*Infocomm Media Development Authority* (IMDA) de Singapour, et il est conçu pour aider les petits États à exploiter le potentiel de l'IA. Le document aborde divers aspects, dont le développement, la gouvernance, la sécurité et l'impact sociétal de l'IA, afin que les petits États puissent tirer parti de leurs expériences respectives pour élaborer des stratégies d'IA qui répondent à leurs besoins spécifiques. Le Rwanda, qui a adopté sa politique nationale en matière d'IA en 2023, cherche à utiliser l'intelligence artificielle pour stimuler la croissance économique, améliorer la qualité de vie et se positionner en tant qu'innovateur mondial pour une IA responsable et inclusive.

Le Rwanda et les Bahamas signent un accord d'exemption de visa

Le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Olivier Nduhungirehe, et son homologue bahaméen, Frederick Mitchell, ont signé un protocole d'accord sur l'exemption mutuelle de l'obligation de visa. L'accord, signé le lundi 23 septembre à New York en marge de la 79^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, permet aux citoyens des deux pays, détenteurs de tout type de passeport, de voyager sans visa.

Seychelles

Maintien du taux directeur à 1,75 % pour le quatrième trimestre 2024

Suite à son Conseil d'administration du 24 septembre, la Banque centrale des Seychelles a une nouvelle fois décidé de maintenir sa politique monétaire inchangée, pour le quatrième trimestre 2024. Le taux directeur est donc maintenu à 1,75 %, le taux de facilités permanentes de dépôt à 0,25 %, et le taux de crédit à 3,25 %. Selon la BCS, cette décision est motivée par les bonnes performances du secteur du tourisme, de la pêche, de l'information et de la communication, dans un contexte de hausse graduelle de l'inflation sur le moyen terme. L'archipel a accueilli 241 344 touristes à la date du 15 septembre 2024, un chiffre stable par rapport à la même période en 2023. En août 2024, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 0,5 %, tandis que le taux d'inflation moyen sur 12 mois reste négatif (-0,9 %).

Somalie

Signature d'un accord de coopération pour lutter contre la malnutrition aiguë dans les régions de Somalie

Le *King Salman Humanitarian Aid and Relief Centre* (KSrelief) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont signé un accord de coopération le 22 septembre pour lutter contre la malnutrition aiguë dans les régions de Somalie touchées par la sécheresse. L'accord a été signé en marge de la 79^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York et vise à soutenir 180 148 personnes avec un engagement financier de 4,5 MUSD. Selon les termes de l'accord, 1 068,5 tonnes de nourriture seront achetées pour répondre aux besoins nutritionnels de 57 301 femmes enceintes et allaitantes, ainsi que de 122 847 enfants de moins de deux ans.

Soudan

Création d'un fonds pour les importations avec un capital d'1 Md USD

La Banque centrale (CBOS) a annoncé la création d'un fonds dédié à l'importation, avec un capital d'1 Md USD. Il s'agit d'un mécanisme de financement des importations de produits stratégiques via un consortium de banques et d'entreprises, qui permet aux importateurs de régler leurs importations en livre soudanaise par le biais de ce fonds. Ce dernier utilise les fonds en SDG pour l'achat d'or, qu'il exporte, et utilise les recettes des exportations pour le paiement des fournisseurs étrangers. Les produits concernés par ce mécanisme sont les carburants, le blé, la farine et les médicaments. Par la création de ce fonds, la CBOS vise à stabiliser le taux de change et à maîtriser l'inflation grâce à la réduction de la demande de devises. De son côté, le gouverneur de la CBOS a indiqué que celle-ci avait déposé une contribution de 250 MUSD sur le compte du fonds en question, affirmant que le Soudan dispose de réserves suffisantes en devises et en or malgré la situation de guerre. Par ailleurs, selon la *Sudan Mineral Resources Company*, qui est l'organe de supervision du secteur minier, les exportations d'or pour le premier semestre 2024 se sont élevées à 29 t contre 21 t sur la même période en 2022.

Soudan du Sud

Nouvelle orientation vers une économie sans espèces

Les autorités s'orientent vers une digitalisation de l'économie avec des restrictions sur les retraits en espèces désormais plafonnés à 10 M SSP (3 730 USD) par jour et par personne, selon un communiqué de la « *Bank of South Sudan* » (BoSS) du 16 septembre. Dans un autre communiqué, la BoSS a exhorté les institutions publiques à favoriser le paiement numérique des salaires des fonctionnaires, ainsi que les virements pour le fonctionnement des agences gouvernementales. De son côté, le ministre des Finances a évoqué les bénéfices de cette nouvelle orientation qui permettrait la mobilisation des recettes grâce au renforcement de la transparence et du contrôle des finances publiques ainsi que l'amélioration de la performance fiscale. Toutefois, des doutes sur la faisabilité de telles mesures notamment en raison des faibles infrastructures bancaire et de télécommunication du pays.

Appréciation inattendue du SSP

Le taux de change de la livre sud soudanaise (SSP) s'est récemment apprécié, pour la première fois depuis la crise sur les exportations de pétrole, passant d'un record de 5 000 SSP pour un dollar à 3 000 SSP. Cette évolution a été reçue avec surprise, compte tenu des tensions persistantes sur les comptes extérieurs. Pour rappel, le SSP se changeait à 1 067 pour un dollar en janvier 2024. Cette crise de confiance sur la devise nationale a conduit à une dollarisation de l'économie. En outre, pour lutter contre la spéculation sur le marché des changes, la banque centrale a récemment annoncé le retrait de la circulation des grandes dénominations. Il s'agit des billets de 500 SSP et de 1 000 SSP qui seront remplacés par de plus petites coupures.

Tanzanie

La BAD accorde un prêt 129 MUSD pour un projet agricole en Tanzanie

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a donné son approbation, le 20 septembre 2024 à Abidjan, à l'octroi d'un prêt de 129,7 MUSD à la Tanzanie. L'appui financier doit servir à la mise en œuvre de la première phase du programme « Bâtir un avenir meilleur : les jeunes dans l'agro-industrie ». Ce prêt représente 53,7 % du coût total du projet estimé à 241,3 MUSD. Le gouvernement contribuera à hauteur de 110,4 MUSD, soit 45,7 % du

coût total du projet. L'objectif du projet qui sera mis en œuvre dans les régions de Dodoma et Mbeya est de créer des possibilités commerciales et des emplois décents pour les jeunes le long des chaînes de valeur agricoles prioritaires. La cheffe du bureau de la BAD en Tanzanie, Patricia Laverley a indiqué que ce projet devrait permettre d'incuber et d'autonomiser environ 11 000 petites exploitations agricoles, dont au moins 6 000 jeunes propriétaires d'entreprises agro-industrielles.

Construction du nouveau port de Mbamba Bay

La Présidente Samia Suluhu Hassan a posé le 25 septembre la première pierre de la construction du nouveau port de Mbamba Bay, situé dans le district de Nyasa, la région de Ruvuma. Elle a déclaré que la construction d'un nouveau port à Mbamba Bay, pour un montant de 29,8 MUSD, était un investissement stratégique qui permettra la création d'emplois et contribuera au développement économique. L'achèvement du projet est prévu pour janvier 2026. Le port devrait stimuler les économies de la Tanzanie et des pays voisins tels que le Malawi, le Mozambique et la Zambie en favorisant les secteurs de l'industrie, des transports, du commerce et du tourisme autour du lac Nyasa. Le projet inclut la construction de deux quais de 103 mètres chacun, capables d'accueillir de gros navires, ainsi que des entrepôts, un terminal passager, un pont pour les véhicules de fret et une zone de stockage d'une capacité de 3 000 conteneurs.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu BRUCHON mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEFEBVRE samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr